

RCS : SALON DE PROVENCE

Code greffe : 1304

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de SALON DE PROVENCE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2020 B 00193

Numéro SIREN : 435 084 280

Nom ou dénomination : TRANSPEED

Ce dépôt a été enregistré le 06/01/2021 sous le numéro de dépôt 85

TRANSPEED

Société A Responsabilité Limitée au capital de 7.622 euros

Siège social : 13 rue André Marie Ampère - La Verdière - 13880 VELAUX

435 084 280 RCS AIX EN PROVENCE

PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE **EN DATE DU 19 NOVEMBRE 2020**

L'an deux mille vingt le dix-neuf novembre, à dix heures,

Les associés de la société TRANSPEED au capital de 7.322 € divisé en 100 parts sociales de 76,23 euros chacune de nominal entièrement libérées se sont réunis en assemblée générale extraordinaire sur convocation de Monsieur Stéphane CONIGLIO, Gérant de la Société.

Sont présents ou représentés :

- Madame Alexandra VALENZA, titulaire de 25 parts sociales
- Madame Floriane VALENZA, titulaire de 25 parts sociales
- Monsieur Jérôme VALENZA, titulaire de 25 parts sociales
- Monsieur Stéphane CONIGLIO, titulaire de 25 parts sociales

Total des actions des associés présents ou représentés : 100 parts sociales composant le capital social.

L'assemblée réunissant la totalité des parts peut valablement délibérer et en conséquence est déclarée valablement constituée.

Monsieur Stéphane CONIGLIO, préside la réunion en qualité de Gérant de la Société TRANSPEED.

Le Président constate que l'assemblée peut valablement délibérer et prendre ses décisions à la majorité requise représentant la moitié au moins des parts sociales.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition de l'assemblée :

- Une copie des lettres de convocation aux associés,
- La feuille de présence,
- Le texte des résolutions proposées au vote de l'assemblée.
- La notification de cession aux associés

PV

JV Sc

1

AV

Ces mêmes documents ont été tenus au siège social à la disposition des associés qui ont pu en prendre connaissance ou copie.

Les associés présents représentant la totalité du capital social reconnaissent avoir été informés de l'ordre du jour de la présente réunion. Ils déclarent que l'Assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

L'assemblée sur sa demande lui donne acte de sa déclaration et reconnaît la validité de la convocation.

Puis le Président rappelle que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant :

- Autorisation de la cession de 5 parts sociales appartenant à Madame Floriane VALENZA au profit de la SAS HOLDSPEED
- Autorisation de la cession de 5 parts sociales appartenant à Madame Alexandra VALENZA au profit de la SAS HOLDSPEED
- Autorisation de la cession de 5 parts sociales appartenant à Monsieur Jérôme VALENZA au profit de la SAS HOLDSPEED
- Autorisation de la cession de 5 parts sociales appartenant à Monsieur Stéphane CONIGLIO au profit de la SAS HOLDSPEED
- Agrément de la Société HOLDSPEED en qualité de nouvelle associée
- Modifications statutaires
- Pouvoirs pour les formalités.

Puis le Président ouvre la discussion.

Personne ne demandant la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions inscrites à l'ordre du jour.

PREMIERE RESOLUTION – Autorisation de cession

L'Assemblée Générale autorise et agréé la cession de 5 parts sociales pour un montant de TROIS CENT QUATRE VINGT UN EUROS (381€) appartenant à Madame Floriane VALENZA au profit de la Société HOLDSPEED

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION – Autorisation de cession n°2

L'Assemblée Générale autorise et agréé la cession de 5 parts sociales pour un montant de TROIS CENT QUATRE VINGT UN EUROS (381€) appartenant à Madame Alexandra VALENZA au profit de la Société HOLDSPEED

FV

JV Sc

2

AV

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION – Autorisation de cession n°3

L'Assemblée Générale autorise et agréé la cession de 5 parts sociales pour un montant de TROIS CENT QUATRE VINGT UN EUROS (381€) appartenant à Monsieur Jérôme VALENZA au profit de la Société HOLDSPEED

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RESOLUTION – Autorisation de cession n°4

L'Assemblée Générale autorise et agréé la cession de 5 parts sociales pour un montant de TROIS CENT QUATRE VINGT UN EUROS (381€) appartenant à Monsieur Stéphane CONIGLIO au profit de la Société HOLDSPEED

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

CINQUIEME RESOLUTION – Agrément d'un nouvel associé

Comme conséquence de ce qui précède, l'Assemblée Générale décide d'agréer en qualité de nouvelle associée :

La Société HOLDSPEED
Société par actions simplifiée au capital de 100 euros
13 rue André MARIE AMPERE – La Verdière
13880 VELAUX
890 725 419 RCS SALON DE PROVENCE

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

SIXIEME RESOLUTION – Modification corrélative des statuts

En conséquence de ce qui précède, l'article 8 des statuts est modifié comme suit :

« ARTICLE 8 – PARTS SOCIALES

- Madame Floriane VALENZA, à concurrence de VINGT (20) parts sociales, numérotées de 1 à 21 inclus
- Monsieur Jérôme VALENZA, à concurrence de VINGT (20) parts sociales, numérotées de 26 à 50 inclus

PV J.V. S.c. 3 AV

- Monsieur Stéphane CONIGLIO, à concurrence de VINGT (20) parts sociales, numérotées de 51 à 70 inclus
- Madame Alexandra VALENZA, à concurrence de VINGT (20) parts sociales, numérotées de 76 à 95
- La SAS HOLDSPEED, à concurrence de VINGT (20) parts sociales, numérotées de 21 à 25 – de 46 à 50 – de 71 à 75 – et de 96 à 100

Le reste de l'article est inchangé.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

SEPTIEME RESOLUTION – Pouvoirs pour formalités

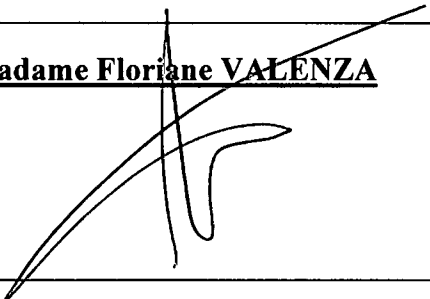
L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur de copies ou extraits du présent procès-verbal pour accomplir les formalités déclaratives requises auprès du greffe du Tribunal de Commerce et plus généralement toutes formalités partout où besoin sera.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

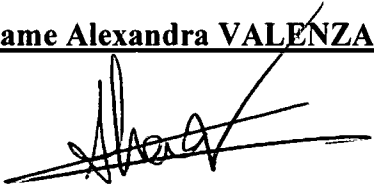
L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, la séance est levée à onze heures.

De tout ce qui précède, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé par le président et les associés présents.

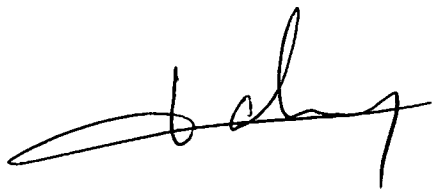
Madame Floriane VALENZA



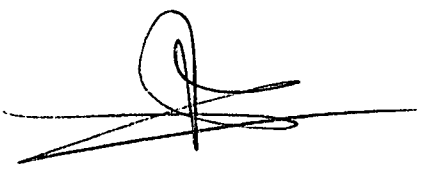
Madame Alexandra VALENZA



Monsieur Jérôme VALENZA



Monsieur Stéphane CONIGLIO



ACTE DE CESSIION DE PARTS SOCIALES

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Madame Floriane, Emma, VALENZA

Née le 04 mai 1992 à AIX EN PROVENCE, Demeurant 628 Chemin de valabre – 13320 BOUC BEL AIR, De nationalité Française,
Célibataire

Ci-après dénommé le « Cédant »

D'une part,

ET :

La Société HOLDSPEED, Société par actions simplifiée au capital de 100 euros, dont le siège est sis 13 rue André MARIE AMPERE – La Verdière 13880 VELAUX, immatriculée sous le numéro 890 725 419 au RCS SALON DE PROVENCE, prise en la personne de son représentant légal

Ci-après dénommée le « Cessionnaire »

D'autre part,

IL EST EXPOSE CE QUI SUIT :

TITRE 1 – Présentation de la société

La Société TRANSPPED, SARL au capital de 7.622 euros divisé en CENT (100) parts sociales d'une valeur nominale unitaire de 76.23 EUROS, dont le siège est situé 13 rue André MARIE AMPERE – LAVERDIERE – 13880 VELAUX a pour objet en France et à l'étranger :

- Le transports de marchandises de moins de 3,5 tonnes
- La messagerie

Son capital social est actuellement réparti de la manière suivante :

- Madame Alexandra VALENZA, titulaire de 25 parts sociales
- Madame Floriane VALENZA, titulaire de 25 parts sociales
- Monsieur Jérôme VALENZA, titulaire de 25 parts sociales
- Monsieur Stéphane CONIGLIO, titulaire de 25 parts sociales

SOIT UN TOTAL DE 100 parts sociales

Administration de la société

Le Gérant de la Société est Monsieur Stéphane CONIGLIO.

Participations détenues par la société

La Société ne détient, à la date de réalisation de la cession objet des présentes, aucune participation dans le capital d'une quelconque société.

Par le présent acte les parties constatent donc la réalisation définitive de la cession et le transfert de propriété et de jouissance des parts sociales cédées à compter de la signature du présent acte et du paiement du prix stipulé.

CECI AYANT ETE EXPOSE, IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

TITRE 2 – CONVENTION DE CESSION

ARTICLE 1 – ACHAT ET CESSION DE PARTS SOCIALES

Par les présentes, Madame Floriane VALENZA soussignée de première part, cède et transporte, sous les garanties ordinaires de fait et de droit en la matière, à la Société HOLDSPEED, soussignée de seconde part, qui accepte, la pleine propriété de CINQ (5) parts sociales lui appartenant dans la Société TRANSPEED.

Madame Floriane VALENZA sera désormais propriétaire de VINGT (20) parts sociales dans la Société TRANSPEED.

ARTICLE 2 - AGREMENTS

Conformément aux dispositions de l'article 14 des statuts, cette cession a été dûment agréée par un procès-verbal d'assemblée générale extraordinaire en date du 19 novembre 2020.

ARTICLE 3 – PRIX

3.1 Détermination du PRIX

Les CINQ (5) titres appartenant à Madame Floriane VALENZA seront cédés moyennant le prix de TROIS CENT QUATRE VINGT UN EUROS (381 €).

3.2 Paiement du PRIX

Ledit prix est payé ce jour comme suit :

La Société HOLSPEED remet à l'instant cette somme à Madame Floriane VALENZA dont ce dernier lui donne bonne et valable quittance.

ARTICLE 4 – ORIGINE DE PROPRIETE

Les parts sociales cédées appartiennent en propre au Cédant pour avoir reçu :

- 50 parts sociales lors d'une cession de parts à son profit en mai 2017.

ARTICLE 5 – TRANSFERT DE PROPRIETE ET DE JOUISSANCE

Les CINQ (5) parts sociales sont cédées par les présentes par le Cédant au Cessionnaire avec transfert de propriété et de jouissance à compter de ce jour.

Elles donnent droit au Cessionnaire à tous les bénéfices ou réserves sociales non encore distribués à ce jour.

Le Cessionnaire jouira à compter de ce jour, de l'ensemble des prérogatives attachées à sa qualité d'associé dans les mêmes conditions que les anciens associés. Il aura donc droit à tous les dividendes qui seront mis en distribution sur ces titres après la date de réalisation.

TITRE 3 – DISPOSITIONS GENERALES

1. DECLARATIONS

La présente cession est consentie par le Cessionnaire sous réserve de la sincérité des déclarations suivantes :

1.1 Le Cédant et le Cessionnaire déclarent, chacun en ce qui le concerne :

- qu'ils ont la pleine capacité civile pour s'obliger dans le cadre des présentes et de leurs suites et, plus spécialement, qu'ils ne font pas présentement l'objet d'une procédure collective, ni ne sont susceptibles de l'être en raison de leurs professions et fonctions, ni ne sont en état de cessation des paiements ou déconfiture;
- et qu'ils sont résidents français au sens de la réglementation des relations financières avec l'étranger.

1.2. Le Cédant déclare :

- qu'il n'existe de son chef ou de celui des précédents propriétaires des parts sociales cédées, aucune restriction d'ordre légal ou contractuel à la libre disposition de celles-ci, notamment par suite de promesses ou offres consenties à des tiers ou de saisies ;
- que les parts sociales cédées sont libres de tout gage ou nantissement conventionnel ou judiciaire ou de toute promesse de gage ou de nantissement ;
- et que la Société dont les parts sont présentement cédées n'est pas en cessation de paiements, ni n'a fait l'objet d'une procédure de règlement amiable des entreprises en difficulté ou de redressement et liquidation judiciaires.

2. DECHARGE

Les soussignés de première et deuxième part reconnaissent et déclarent que :

- Le rédacteur n'est pas intervenu dans la négociation et n'a fait que rédiger à leur gré les conventions passées entre eux.
- Elles ont arrêté entre elles le prix ainsi que les charges et conditions de la présente cession de parts sociales
- Elles donnent décharge de responsabilité au rédacteur d'acte quant à leurs déclarations et énonciations, qu'elles figurent ou non à l'acte.

3. LITIGES

Tous différends, découlant de l'interprétation, de l'exécution totale ou partielle, ou de l'inexécution du présent acte de cession seront soumis aux tribunaux compétents, dans les conditions de droit commun.

4. ELECTION DE DOMICILE

Les soussignés déclarent faire élection de domicile en leur domicile sus-indiqué.
Toute notification faite en exécution des présentes sera réputée valablement faite au domicile élu des PARTIES.

5. ENREGISTREMENT

Les parties déclarent :

- que la présente cession n'entre pas dans le champ d'application des dispositions de l'article 1655 ter du Code général des impôts et qu'elle n'entraîne pas de dissolution de la Société
- que la Société dont les parts sont présentement cédées n'est pas à prépondérance immobilière, et est soumise à l'impôt sur les sociétés,
- que le nombre total de parts sociales de la Société est de CENT (100)

En conséquence, les droits de cession de droits sociaux sont dus au taux de 3% exigibles lors de l'enregistrement de la présente cession devant intervenir dans le mois des présentes, soit la somme de 25 euros à titre de perception minimale (compte tenu de l'abattement par part).

6. FRAIS – POUVOIRS - PUBLICITE

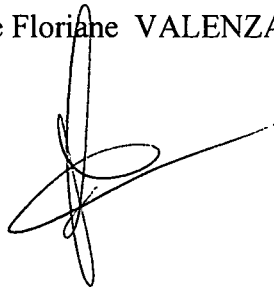
Tous les frais et droits de la cession et leurs suites et conséquences seront supportés par le Cessionnaire qui s'y oblige.

Tout pouvoir est donné au porteur d'un original pour l'accomplissement des formalités.

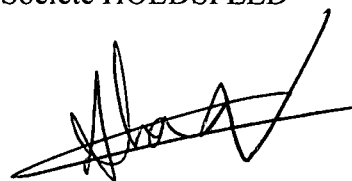
Fait à VELAUX
Le 27/11/2020

En QUATRE exemplaires

Le Cédant
Madame Floriane VALENZA

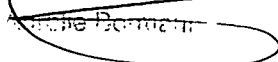


Le Cessionnaire
La Société HOLDSPEED



Enregistré à : SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'ENREGISTREMENT
AIX EN PROVENCE
Le 09/12/2020 Dossier 2020 00025151, référence 1324P61 2020 A 06887
Enregistrement : 25 € Penalités : 0 €
Total liquidé : Vingt-cinq Euros
Montant reçu : Vingt-cinq Euros
Le Contrôleur des finances publiques

La Contrôleur des Finances P.


Nicolas Bonnet

FV

AV

ACTE DE CESSIION DE PARTS SOCIALES

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Monsieur Jérôme VALENZA

Né le 12 mai 1977 à MARTIGUES (13), Demeurant 151 Avenue des pins - Les Barjaquets
13340 ROGNAC, De nationalité française

Epoux de Madame Céline DAYLAUD avec laquelle il est marié sous le régime de la
communauté de bien à défaut de contrat de mariage préalablement à leur union célébrée le 9
septembre 2017 à la mairie de ROGNAC, régime non modifié depuis

Ci-après dénommé le « Cédant »


D'une part,

ET :

La Société HOLDSPEED, Société par actions simplifiée au capital de 100 euros, dont le siège
est sis 13 rue André MARIE AMPERE – La Verdière 13880 VELAUX, immatriculée sous le
numéro 890 725 419 au RCS SALON DE PROVENCE, prise en la personne de son
représentant légal

Ci-après dénommée le « Cessionnaire »

D'autre part,

JV 

IL EST EXPOSE CE QUI SUIT :

TITRE 1 – Présentation de la société

La Société TRANSPPED, SARL au capital de 7.622 euros divisé en CENT (100) parts sociales d'une valeur nominale unitaire de 76.23 EUROS, dont le siège est situé 13 rue André MARIE AMPERE – LAVERDIERE – 13880 VELAUX a pour objet en France et à l'étranger :

- Le transports de marchandises de moins de 3,5 tonnes
- La messagerie

Son capital social est actuellement réparti de la manière suivante :

- Madame Alexandra VALENZA, titulaire de 25 parts sociales
- Madame Floriane VALENZA, titulaire de 25 parts sociales
- Monsieur Jérôme VALENZA, titulaire de 25 parts sociales
- Monsieur Stéphane CONIGLIO, titulaire de 25 parts sociales

SOIT UN TOTAL DE 100 parts sociales

Administration de la société

Le Gérant de la Société est Monsieur Stéphane CONIGLIO.

Participations détenues par la société

La Société ne détient, à la date de réalisation de la cession objet des présentes, aucune participation dans le capital d'une quelconque société.

Par le présent acte les parties constatent donc la réalisation définitive de la cession et le transfert de propriété et de jouissance des parts sociales cédées à compter de la signature du présent acte et du paiement du prix stipulé.

CECI AYANT ETE EXPOSE, IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

TITRE 2 – CONVENTION DE CESSIION

ARTICLE 1 – ACHAT ET CESSIION DE PARTS SOCIALES

Par les présentes, Monsieur Jérôme VALENZA, soussigné de première part, cède et transporte, sous les garanties ordinaires de fait et de droit en la matière, à la Société HOLDSPEED, soussignée de seconde part, qui accepte, la pleine propriété de CINQ (5) parts sociales lui appartenant dans la Société TRANSPEED.

Monsieur Jérôme VALENZA sera désormais propriétaire de VINGT (20) parts sociales dans la Société TRANSPEED.

ARTICLE 2 - AGREMENTS

Conformément aux dispositions de l'article 14 des statuts, cette cession a été dûment agréée par un procès-verbal d'assemblée générale extraordinaire en date du 19 novembre 2020.

ARTICLE 3 – PRIX

3.1 Détermination du PRIX

Les CINQ (5) titres appartenant à Monsieur Jérôme VALENZA seront cédés moyennant le prix de TROIS CENT QUATRE VINGT UN EUROS (381 €).

3.2 Paiement du PRIX

Ledit prix est payé ce jour comme suit :

La Société HOLDSPEED remet à l'instant cette somme à Monsieur Jérôme VALENZA dont ce dernier lui donne bonne et valable quittance.

ARTICLE 4 – ORIGINE DE PROPRIETE

Les parts sociales cédées appartiennent en propre au Cédant pour avoir reçu :

- 25 parts sociales lors d'une cession de parts à son profit le 30 octobre 2018.

ARTICLE 5 – TRANSFERT DE PROPRIETE ET DE JOUISSANCE

Les CINQ (5) parts sociales sont cédées par les présentes par le Cédant au Cessionnaire avec transfert de propriété et de jouissance à compter de ce jour.

Elles donnent droit au Cessionnaire à tous les bénéfices ou réserves sociales non encore distribués à ce jour.

Le Cessionnaire jouira à compter de ce jour, de l'ensemble des prérogatives attachées à sa qualité d'associé dans les mêmes conditions que les anciens associés. Il aura donc droit à tous les dividendes qui seront mis en distribution sur ces titres après la date de réalisation.

TITRE 3 – DISPOSITIONS GENERALES

1. DECLARATIONS

La présente cession est consentie par le Cessionnaire sous réserve de la sincérité des déclarations suivantes :

1.1 Le Cédant et le Cessionnaire déclarent, chacun en ce qui le concerne :

- qu'ils ont la pleine capacité civile pour s'obliger dans le cadre des présentes et de leurs suites et, plus spécialement, qu'ils ne font pas présentement l'objet d'une procédure collective, ni ne sont susceptibles de l'être en raison de leurs professions et fonctions, ni ne sont en état de cessation des paiements ou déconfiture;
- et qu'ils sont résidents français au sens de la réglementation des relations financières avec l'étranger.

1.2. Le Cédant déclare :

- qu'il n'existe de son chef ou de celui des précédents propriétaires des parts sociales cédées, aucune restriction d'ordre légal ou contractuel à la libre disposition de celles-ci, notamment par suite de promesses ou offres consenties à des tiers ou de saisies ;
- que les parts sociales cédées sont libres de tout gage ou nantissement conventionnel ou judiciaire ou de toute promesse de gage ou de nantissement ;
- et que la Société dont les parts sont présentement cédées n'est pas en cessation de paiements, ni n'a fait l'objet d'une procédure de règlement amiable des entreprises en difficulté ou de redressement et liquidation judiciaires.

2. DECHARGE

Les soussignés de première et deuxième part reconnaissent et déclarent que :

- Le rédacteur n'est pas intervenu dans la négociation et n'a fait que rédiger à leur gré les conventions passées entre eux.
- Elles ont arrêté entre elles le prix ainsi que les charges et conditions de la présente cession de parts sociales
- Elles donnent décharge de responsabilité au rédacteur d'acte quant à leurs déclarations et énonciations, qu'elles figurent ou non à l'acte.

3. LITIGES

Tous différends, découlant de l'interprétation, de l'exécution totale ou partielle, ou de l'inexécution du présent acte de cession seront soumis aux tribunaux compétents, dans les conditions de droit commun.

4. ELECTION DE DOMICILE

Les soussignés déclarent faire élection de domicile en leur domicile sus-indiqué.

Toute notification faite en exécution des présentes sera réputée valablement faite au domicile élu des PARTIES.

5. ENREGISTREMENT

Les parties déclarent :

- que la présente cession n'entre pas dans le champ d'application des dispositions de l'article 1655 ter du Code général des impôts et qu'elle n'entraîne pas de dissolution de la Société
- que la Société dont les parts sont présentement cédées n'est pas à prépondérance immobilière, et est soumise à l'impôt sur les sociétés,
- que le nombre total de parts sociales de la Société est de CENT (100)

En conséquence, les droits de cession de droits sociaux sont dus au taux de 3% exigibles lors de l'enregistrement de la présente cession devant intervenir dans le mois des présentes, soit la somme de 25 euros à titre de perception minimale (compte tenu de l'abattement par part).

6. FRAIS - POUVOIRS - PUBLICITE

Tous les frais et droits de la cession et leurs suites et conséquences seront supportés par le Cessionnaire qui s'y oblige.

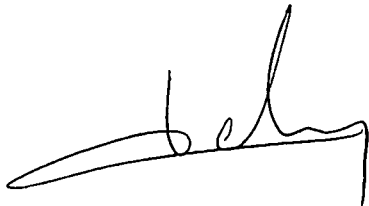
Tout pouvoir est donné au porteur d'un original pour l'accomplissement des formalités.

Fait à VELAUX

Le 27/11/2020

En QUATRE exemplaires

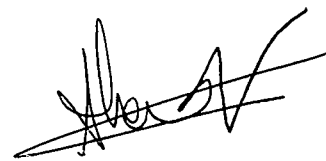
Le Cédant
Monsieur Jérôme VALENZA



La Compagnie des Financiers
S.A. J. VALENZA

Enregistré à SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'ENREGISTREMENT
N° 09/12/2020 Dossier 2020 00025153 référence 1324P61 2020 A 06890
Immatriculation : 25 € Penalités : 0 €
Total liquidé : Vingt-cinq Euros
Montant reçu : Vingt-cinq Euros
Le Directeur des finances publiques

Cessionnaire
Société HOLDSPEED



JV AV

ACTE DE CESSION DE PARTS SOCIALES

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Madame Alexandra, Andrée, VALENZA

Née le 21 avril 1988 à MARSEILLE (13), Demeurant 45 avenue Saint Mitre des Champs –
13090 AIX EN PROVENCE, De nationalité Française,
Célibataire

Ci-après dénommé le « Cédant »

D'une part,

ET :

La Société HOLDSPEED, Société par actions simplifiée au capital de 100 euros, dont le siège est sis 13 rue André MARIE AMPERE – La Verdière 13880 VELAUX, immatriculée sous le numéro 890 725 419 au RCS SALON DE PROVENCE, prise en la personne de son représentant légal

Ci-après dénommée le « Cessionnaire »

D'autre part,



IL EST EXPOSE CE QUI SUIT :

TITRE 1 – Présentation de la société

La Société TRANSPPED, SARL au capital de 7.622 euros divisé en CENT (100) parts sociales d'une valeur nominale unitaire de 76.23 EUROS, dont le siège est situé 13 rue André MARIE AMPERE – LAVERDIERE – 13880 VELAUX a pour objet en France et à l'étranger :

- Le transports de marchandises de moins de 3,5 tonnes
- La messagerie

Son capital social est actuellement réparti de la manière suivante :

- Madame Alexandra VALENZA, titulaire de 25 parts sociales
- Madame Floriane VALENZA, titulaire de 25 parts sociales
- Monsieur Jérôme VALENZA, titulaire de 25 parts sociales
- Monsieur Stéphane CONIGLIO, titulaire de 25 parts sociales

SOIT UN TOTAL DE 100 parts sociales

Administration de la société

Le Gérant de la Société est Monsieur Stéphane CONIGLIO.

Participations détenues par la société

La Société ne détient, à la date de réalisation de la cession objet des présentes, aucune participation dans le capital d'une quelconque société.

Par le présent acte les parties constatent donc la réalisation définitive de la cession et le transfert de propriété et de jouissance des parts sociales cédées à compter de la signature du présent acte et du paiement du prix stipulé.

CECI AYANT ETE EXPOSE, IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

TITRE 2 – CONVENTION DE CESSION

ARTICLE 1 – ACHAT ET CESSION DE PARTS SOCIALES

Par les présentes, Madame Alexandra VALENZA soussignée de première part, cède et transporte, sous les garanties ordinaires de fait et de droit en la matière, à la Société HOLDSPEED, soussignée de seconde part, qui accepte, la pleine propriété de CINQ (5) parts sociales lui appartenant dans la Société TRANSPEED.

Madame Alexandra VALENZA sera désormais propriétaire de VINGT (20) parts sociales dans la Société TRANSPEED.

ARTICLE 2 - AGREMENTS

Conformément aux dispositions de l'article 14 des statuts, cette cession a été dûment agréée par un procès-verbal d'assemblée générale extraordinaire en date du 19 novembre 2020.

ARTICLE 3 – PRIX

3.1 Détermination du PRIX

Les CINQ (5) titres appartenant à Madame Alexandra VALENZA seront cédés moyennant le prix de TROIS CENT QUATRE VINGT UN EUROS (381 €).

3.2 Paiement du PRIX

Ledit prix est payé ce jour comme suit :

La Société HOLDSPEED remet à l'instant cette somme à Madame Alexandra VALENZA dont ce dernier lui donne bonne et valable quittance.

ARTICLE 4 – ORIGINE DE PROPRIETE

Les parts sociales cédées appartiennent en propre au Cédant pour avoir reçu :

- 25 parts sociales lors d'une cession de parts à son profit en date du 30 octobre 2018.

ARTICLE 5 – TRANSFERT DE PROPRIETE ET DE JOUISSANCE

Les CINQ (5) parts sociales sont cédées par les présentes par le Cédant au Cessionnaire avec transfert de propriété et de jouissance à compter de ce jour.

Elles donnent droit au Cessionnaire à tous les bénéfices ou réserves sociales non encore distribués à ce jour.

Le Cessionnaire jouira à compter de ce jour, de l'ensemble des prérogatives attachées à sa qualité d'associé dans les mêmes conditions que les anciens associés. Il aura donc droit à tous les dividendes qui seront mis en distribution sur ces titres après la date de réalisation.

TITRE 3 – DISPOSITIONS GENERALES

1. DECLARATIONS

La présente cession est consentie par le Cessionnaire sous réserve de la sincérité des déclarations suivantes :

1.1 Le Cédant et le Cessionnaire déclarent, chacun en ce qui le concerne :

- qu'ils ont la pleine capacité civile pour s'obliger dans le cadre des présentes et de leurs suites et, plus spécialement, qu'ils ne font pas présentement l'objet d'une procédure collective, ni ne sont susceptibles de l'être en raison de leurs professions et fonctions, ni ne sont en état de cessation des paiements ou déconfiture;
- et qu'ils sont résidents français au sens de la réglementation des relations financières avec l'étranger.

1.2. Le Cédant déclare :

- qu'il n'existe de son chef ou de celui des précédents propriétaires des parts sociales cédées, aucune restriction d'ordre légal ou contractuel à la libre disposition de celles-ci, notamment par suite de promesses ou offres consenties à des tiers ou de saisies ;
- que les parts sociales cédées sont libres de tout gage ou nantissement conventionnel ou judiciaire ou de toute promesse de gage ou de nantissement ;
- et que la Société dont les parts sont présentement cédées n'est pas en cessation de paiements, ni n'a fait l'objet d'une procédure de règlement amiable des entreprises en difficulté ou de redressement et liquidation judiciaires.

2. DECHARGE

Les soussignés de première et deuxième part reconnaissent et déclarent que :

- Le rédacteur n'est pas intervenu dans la négociation et n'a fait que rédiger à leur gré les conventions passées entre eux.
- Elles ont arrêté entre elles le prix ainsi que les charges et conditions de la présente cession de parts sociales
- Elles donnent décharge de responsabilité au rédacteur d'acte quant à leurs déclarations et énonciations, qu'elles figurent ou non à l'acte.

3. LITIGES

Tous différends, découlant de l'interprétation, de l'exécution totale ou partielle, ou de l'inexécution du présent acte de cession seront soumis aux tribunaux compétents, dans les conditions de droit commun.

4. ELECTION DE DOMICILE

Les soussignés déclarent faire élection de domicile en leur domicile sus-indiqué.
Toute notification faite en exécution des présentes sera réputée valablement faite au domicile élu des PARTIES.

5. ENREGISTREMENT

Les parties déclarent :

- que la présente cession n'entre pas dans le champ d'application des dispositions de l'article 1655 ter du Code général des impôts et qu'elle n'entraîne pas de dissolution de la Société
- que la Société dont les parts sont présentement cédées n'est pas à prépondérance immobilière, et est soumise à l'impôt sur les sociétés,
- que le nombre total de parts sociales de la Société est de CENT (100)

En conséquence, les droits de cession de droits sociaux sont dus au taux de 3% exigibles lors de l'enregistrement de la présente cession devant intervenir dans le mois des présentes, soit la somme de 25 euros à titre de perception minimale (compte tenu de l'abattement par part).

6. FRAIS – POUVOIRS - PUBLICITE

Tous les frais et droits de la cession et leurs suites et conséquences seront supportés par le Cessionnaire qui s'y oblige.

Tout pouvoir est donné au porteur d'un original pour l'accomplissement des formalités.


Fait à VELAUX

Le 27/11/2020

En QUATRE exemplaires

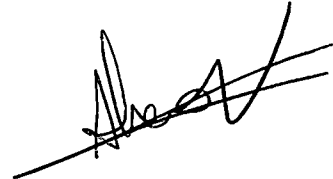
Le Cédant

Madame Alexandra VALENZA



Le Cessionnaire

La Société HOLDSPEED



Enregistré à : SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'ENREGISTREMENT
AIX EN PROVENCE
Le 09/12/2020 Dossier 2020 00025152, référence 1324P61 2020 A 06889
Enregistrement : 25 € Penalités : 0 €
Total liquidé : Vingt-cinq Euros
Montant reçu : Vingt-cinq Euros
Le Contrôleur des finances publiques

Contrôle des Finances Publiques

Aurélie Dorman



ACTE DE CESSIION DE PARTS SOCIALES

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Monsieur Stéphane CONIGLIO

Né le 21 octobre 1977 à MARIGNANE (13), Demeurant 7 IMPASSE DU ROMARIN 2 -
13340 ROGNAC, De nationalité française

Epoux de Madame Marie PIQUET avec laquelle il est marié sous le régime de la communauté
de biens à défaut de contrat de mariage préalablement à leur union célébrée le 2 avril 2005 à
la mairie de ROGNAC, régime non modifié depuis

Ci-après dénommé le « Cédant »

D'une part,

ET :

La Société HOLDSPEED, Société par actions simplifiée au capital de 100 euros, dont le siège
est sis 13 rue André MARIE AMPERE – La Verdière 13880 VELAUX, immatriculée sous le
numéro 890 725 419 au RCS SALON DE PROVENCE, prise en la personne de son
représentant légal

Ci-après dénommée le « Cessionnaire »

D'autre part,

IL EST EXPOSE CE QUI SUIT :

TITRE 1 – Présentation de la société

La Société TRANSPPED, SARL au capital de 7.622 euros divisé en CENT (100) parts sociales d'une valeur nominale unitaire de 76.23 EUROS, dont le siège est situé 13 rue André MARIE AMPERE – LAVERDIERE – 13880 VELAUX a pour objet en France et à l'étranger :

- Le transports de marchandises de moins de 3,5 tonnes
- La messagerie

Son capital social est actuellement réparti de la manière suivante :

- Madame Alexandra VALENZA, titulaire de 25 parts sociales
- Madame Floriane VALENZA, titulaire de 25 parts sociales
- Monsieur Jérôme VALENZA, titulaire de 25 parts sociales
- Monsieur Stéphane CONIGLIO, titulaire de 25 parts sociales

SOIT UN TOTAL DE 100 parts sociales

Administration de la société

Le Gérant de la Société est Monsieur Stéphane CONIGLIO.

Participations détenues par la société

La Société ne détient, à la date de réalisation de la cession objet des présentes, aucune participation dans le capital d'une quelconque société.

Par le présent acte les parties constatent donc la réalisation définitive de la cession et le transfert de propriété et de jouissance des parts sociales cédées à compter de la signature du présent acte et du paiement du prix stipulé.

CECI AYANT ETE EXPOSE, IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

TITRE 2 – CONVENTION DE CESSION

ARTICLE 1 – ACHAT ET CESSION DE PARTS SOCIALES

Par les présentes, Monsieur Stéphane CONIGLIO. , soussigné de première part, cède et transporte, sous les garanties ordinaires de fait et de droit en la matière, à la Société HOLDSPEED, soussignée de seconde part, qui accepte, la pleine propriété de CINQ (5) parts sociales lui appartenant dans la Société TRANSPEED.

Monsieur Stéphane CONIGLIO sera désormais propriétaire de VINGT (20) parts sociales dans la Société TRANSPEED.

ARTICLE 2 - AGREMENTS

Conformément aux dispositions de l'article 14 des statuts, cette cession a été dûment agréée par un procès-verbal d'assemblée générale extraordinaire en date du 19 novembre 2020.

ARTICLE 3 – PRIX

3.1 Détermination du PRIX

Les CINQ (5) titres appartenant à Monsieur Stéphane CONIGLIO seront cédés moyennant le prix de TROIS CENT QUATRE VINGT UN EUROS (381 €).

3.2 Paiement du PRIX

Ledit prix est payé ce jour comme suit :

La Société HOLSPEED remet à l'instant cette somme à Monsieur Stéphane CONIGLIO. dont ce dernier lui donne bonne et valable quittance.

ARTICLE 4 – ORIGINE DE PROPRIETE

Les parts sociales cédées appartiennent en propre au Cédant pour avoir reçu :

- 25 parts sociales lors d'une cession de parts à son profit le 30 octobre 2018.

ARTICLE 5 – TRANSFERT DE PROPRIETE ET DE JOUISSANCE

Les CINQ (5) parts sociales sont cédées par les présentes par le Cédant au Cessionnaire avec transfert de propriété et de jouissance à compter de ce jour.

Elles donnent droit au Cessionnaire à tous les bénéfices ou réserves sociales non encore distribués à ce jour.

Le Cessionnaire jouira à compter de ce jour, de l'ensemble des prérogatives attachées à sa qualité d'associé dans les mêmes conditions que les anciens associés. Il aura donc droit à tous les dividendes qui seront mis en distribution sur ces titres après la date de réalisation.

TITRE 3 – DISPOSITIONS GENERALES

1. DECLARATIONS

La présente cession est consentie par le Cessionnaire sous réserve de la sincérité des déclarations suivantes :

1.1 Le Cédant et le Cessionnaire déclarent, chacun en ce qui le concerne :

- qu'ils ont la pleine capacité civile pour s'obliger dans le cadre des présentes et de leurs suites et, plus spécialement, qu'ils ne font pas présentement l'objet d'une procédure collective, ni ne sont susceptibles de l'être en raison de leurs professions et fonctions, ni ne sont en état de cessation des paiements ou déconfiture;
- et qu'ils sont résidents français au sens de la réglementation des relations financières avec l'étranger.

1.2. Le Cédant déclare :

- qu'il n'existe de son chef ou de celui des précédents propriétaires des parts sociales cédées, aucune restriction d'ordre légal ou contractuel à la libre disposition de celles-ci, notamment par suite de promesses ou offres consenties à des tiers ou de saisies ;
- que les parts sociales cédées sont libres de tout gage ou nantissement conventionnel ou judiciaire ou de toute promesse de gage ou de nantissement ;
- et que la Société dont les parts sont présentement cédées n'est pas en cessation de paiements, ni n'a fait l'objet d'une procédure de règlement amiable des entreprises en difficulté ou de redressement et liquidation judiciaires.

2. DECHARGE

Les soussignés de première et deuxième part reconnaissent et déclarent que :

- Le rédacteur n'est pas intervenu dans la négociation et n'a fait que rédiger à leur gré les conventions passées entre eux.
- Elles ont arrêté entre elles le prix ainsi que les charges et conditions de la présente cession de parts sociales
- Elles donnent décharge de responsabilité au rédacteur d'acte quant à leurs déclarations et énonciations, qu'elles figurent ou non à l'acte.

3. LITIGES

Tous différends, découlant de l'interprétation, de l'exécution totale ou partielle, ou de l'inexécution du présent acte de cession seront soumis aux tribunaux compétents, dans les conditions de droit commun.

4. ELECTION DE DOMICILE

Les soussignés déclarent faire élection de domicile en leur domicile sus-indiqué.

Toute notification faite en exécution des présentes sera réputée valablement faite au domicile élu des PARTIES.

5. ENREGISTREMENT

Les parties déclarent :

- que la présente cession n'entre pas dans le champ d'application des dispositions de l'article 1655 ter du Code général des impôts et qu'elle n'entraîne pas de dissolution de la Société
- que la Société dont les parts sont présentement cédées n'est pas à prépondérance immobilière, et est soumise à l'impôt sur les sociétés,
- que le nombre total de parts sociales de la Société est de CENT (100)

En conséquence, les droits de cession de droits sociaux sont dus au taux de 3% exigibles lors de l'enregistrement de la présente cession devant intervenir dans le mois des présentes, soit la somme de 25 euros à titre de perception minimale (compte tenu de l'abattement par part).

6. FRAIS – POUVOIRS - PUBLICITE

Tous les frais et droits de la cession et leurs suites et conséquences seront supportés par le Cessionnaire qui s'y oblige.

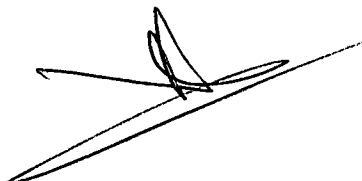
Tout pouvoir est donné au porteur d'un original pour l'accomplissement des formalités.

Fait à VELAUX

Le 27/11/2020

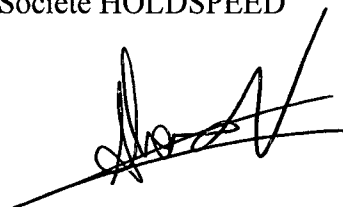
En QUATRE exemplaires

Le Cédant
Monsieur Stéphane CONIGLIO



Enregistré à : SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'ENREGISTREMENT
AIX EN PROVENCE
Le 09/12/2020 Dossier 2020 00025154, référence 1324P61 2020 A 06892
Enregistrement : 25 € Penalties : 0 €
Total liquidé : Vingt-cinq Euros
Montant reçu : Vingt-cinq Euros
Le Contrôleur des finances publiques
La Cédenteur : M. P. P.

Le Cessionnaire
à Société HOLDSPEED



S.C AV

TRANSPEED

Société A Responsabilité Limitée au capital de 7.622 euros

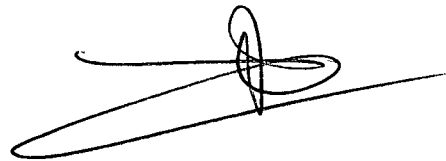
Siège social : 13 rue André Marie Ampère - La Verdière - 13880 VELAUX

435 084 280 RCS SAISON DE PROVENCE

STATUTS

Mis à jour suite au procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire en date du 19 novembre 2020 ayant statué sur l'agrément d'un nouvel associé

Pour copie conforme
Monsieur Stéphane CONIGLIO
Gérant

A handwritten signature in black ink, consisting of a series of loops and a long horizontal stroke at the bottom.

ARTICLE 1 - FORME

Il est formé, entre les propriétaires des parts ci-après créées et de celles qui pourraient l'être ultérieurement, une société à responsabilité limitée régie par les lois et règlements en vigueur, ainsi que par les présents statuts.

ARTICLE 2- OBJET

La Société a pour objet:

- Transport de marchandises de moins de 3,5 tonnes
- Messagerie

La participation de la Société, par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location-gérance de tous fonds de commerce ou établissements; la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités.

Et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe.

ARTICLE 3. DENOMINATION

La dénomination de la Société est: SARL TRANSPED

Dans tous les actes et documents émanant de la Société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots "société à responsabilité limitée" ou des initiales "S.A. R. L." et de l'énonciation du montant du capital social.

ARTICLE 4 - Siège social

Le siège social est fixé au : « 13 rue André Marie Ampère - La Verdière - 13880 VELAUX »

Il peut être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par une simple décision de la gérance sous réserve de ratification par la prochaine Assemblée Générale Ordinaire, et partout ailleurs en France en vertu d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire

ARTICLE 5. DUREE

La durée de la Société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf années à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

ARTICLE 6. APPORTS

Le capital social est constitué par les apports suivants :

1 - Apports en numéraire

Il est apporté en numéraire déposé conformément à la loi au crédit d'un compte ouvert au nom de la Société en formation, à la banque, ainsi qu'il résulte d'un certificat délivré par ladite banque le : sous le numéro:

Par Monsieur MOLINA Bernard, la somme de 3 811.50 EUROS

2 - Apports en nature

Par Monsieur MOLINA Bernard un véhicule pour une valeur de 3 811.50 EUROS

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de 7 623 euros

Il est divisé en 100 parts sociales de 76.23 euros chacune, numérotées de 1 à 100 entièrement libérées et attribuées aux associés en proportion de leurs droits, à savoir :

ARTICLE 8 - PARTS SOCIALES

- Madame Floriane VALENZA, à concurrence de VINGT (20) parts sociales, numérotées de 1 à 21 inclus
- Monsieur Jérôme VALENZA, à concurrence de VINGT (20) parts sociales, numérotées de 26 à 50 inclus
- Monsieur Stéphane CONIGLIO, à concurrence de VINGT (20) parts sociales, numérotées de 51 à 70 inclus
- Madame Alexandra VALENZA, à concurrence de VINGT (20) parts sociales, numérotées de 76 à 95 inclus
- La SAS HOLDSPEED, à concurrence de VINGT (20) parts sociales, numérotées de 21 à 25 - de 46 à 50 - de 71 à 75 - et de 96 à 100

Total égal au nombre de parts composant le capital social: ci 100 parts.

Les soussignés déclarent que toutes les parts sociales présentement créées ont été souscrites en totalité par eux, intégralement libérées puis réparties entre eux comme indiqué ci-dessus.

ARTICLE 9 - COMPTES COURANTS

Outre leurs apports, les associés pourront verser ou laisser à disposition de la Société toutes sommes dont elle pourrait avoir besoin. Ces sommes sont inscrites au crédit d'un compte ouvert au nom de l'associé.

Les comptes courants ne doivent jamais être débiteurs et la Société a la faculté d'en rembourser tout ou partie, après avis donné par écrit un mois à l'avance, sauf stipulation contraire.

ARTICLE 10 - MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

1 - Le capital social peut être augmenté, soit par création de parts nouvelles, soit par majoration du montant nominal des parts existantes, en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés.

JV SC PU AV

Si l'augmentation de capital est réalisée, soit en totalité, soit en partie, par des apports en nature, la décision des associés relative à l'augmentation de capital doit contenir l'évaluation de chaque apport en nature, au vu d'un rapport annexé à cette décision et établi sous sa responsabilité par un Commissaire aux apports, désigné par ordonnance du Président du Tribunal de commerce statuant sur requête de la gérance.

II - Le capital peut également être réduit en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés, mais en aucun cas elle ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

La réduction du capital social à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à porter celui-ci à un montant au moins égal au montant du capital social minimum prévu par la loi, à moins que la Société ne se transforme en société d'une autre forme. A défaut, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société.

Cette dissolution ne pourra être prononcée si, au jour où le tribunal statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

III - Si l'augmentation ou la réduction du capital fait apparaître des rompus, les associés devront faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou de toute cession de droits d'attribution ou de parts anciennes pour obtenir l'attribution d'un nombre entier de parts nouvelles.

ARTICLE 11 - SOUSCRIPTION ET REPRESENTATION DES PARTS SOCIALES

Les parts sociales sont souscrites en totalité par les associés et intégralement libérées, qu'elles représentent des apports en nature ou en numéraire. Elles ne peuvent représenter des apports en industrie, sous réserve des droits du conjoint de l'apporteur en nature ou de l'apporteur en nature lui-même.

Les parts sociales ne peuvent jamais être représentées par des titres négociables.

La propriété des parts résulte seulement des présents statuts, des actes ultérieurs qui pourraient modifier le capital social et des cessions et attributions qui seraient régulièrement réalisées.

La réunion de toutes les parts en une seule main n'entraîne pas la dissolution de la Société qui continue d'exister avec un associé unique.

ARTICLE 12 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX PARTS SOCIALES

Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la Société, dans la propriété de l'actif social et dans le boni de liquidation. Elle donne également droit à une voix dans tous les votes et délibérations.

Les associés ne sont tenus à l'égard des tiers qu'à concurrence du montant de leur apport. Toutefois ils sont solidairement responsables, à l'égard des tiers, pendant cinq ans, de la valeur attribuée aux apports en nature lors de la constitution de la Société, lorsqu'il n'y a pas eu de commissaire aux apports ou lorsque la valeur retenue est différente de celle proposée par le commissaire aux apports.

La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux résolutions régulièrement prises par les associés.

ARTICLE 13 - INDIVISIBILITE DES PARTS SOCIALES

Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société. Les copropriétaires indivis sont tenus de désigner l'un d'entre eux pour les représenter auprès de la Société; à défaut d'entente, il appartient à l'indivisaire le plus diligent de faire désigner par voie de justice un mandataire chargé de les représenter.

Si une ou plusieurs parts sont grevées d'usufruit, le droit de vote appartient au nupropriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des résultats, où il est réservé à l'usufruitier.

Toutefois, dans tous les cas, le nu-propriétaire a le droit de participer aux assemblées générales.

ARTICLE 14 - CESSIION ET TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES

Toute cession de parts doit être constatée par un acte notarié ou sous seings privés.

Pour être opposable à la Société, elle doit lui être signifiée par exploit d'huissier ou être acceptée par elle dans un acte notarié. La signification peut être remplacée par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt.

Pour être opposable aux tiers, elle doit en outre avoir été déposée au greffe, en annexe au Registre du commerce et des sociétés.

Les parts sociales ne peuvent être transmises à titre onéreux ou gratuit à quelque personne que ce soit qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

Lorsque la Société comporte plus d'un associé, le projet de cession est notifié à la Société et à chacun des associés par acte d'huissier ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Dans le délai de huit jours à compter de cette notification, la gérance doit convoquer l'assemblée des associés pour qu'elle délibère sur le projet de cession des parts sociales ou consulter les associés par écrit sur ledit projet. La décision de la Société, qui n'a pas à être motivée, est notifiée par la gérance au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Si la Société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications prévues au présent alinéa, le consentement à la cession est réputé acquis.

Si la Société a refusé de consentir à la cession, le cédant peut, dans les huit jours de la notification de refus qui lui est faite, signifier par lettre recommandée avec demande d'avis de réception qu'il renonce à son projet de cession.

A défaut de renonciation de sa part, les associés sont tenus, dans le délai de trois mois à compter du refus d'agrément, d'acquiescer ou de faire acquiescer les parts à un prix fixé à dire d'expert dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil.

A la demande du gérant, ce délai peut être prolongé une seule fois par ordonnance du Président du Tribunal de commerce statuant sur requête.

La Société peut également, avec le consentement de l'associé cédant, décider, dans le même délai, de racheter les parts au prix déterminé dans les conditions prévues ci-dessus et de réduire son capital du montant de la valeur nominale des parts du cédant. Un délai de paiement, qui ne saurait excéder deux ans, peut, sur justification, être accordé à la Société par le Président du Tribunal de commerce, statuant par ordonnance de référé. Les sommes dues portent intérêt au taux légal.

Si, à l'expiration du délai imparti, aucune des solutions prévues n'est intervenue, l'associé peut réaliser la cession initialement projetée, si toutefois il détient ses parts depuis au moins deux ans ou en a reçu la propriété par succession, liquidation de communauté de biens entre époux ou donation de son conjoint, d'un ascendant ou descendant ; l'associé qui ne remplit aucune de ces conditions reste propriétaire de ses parts.

La qualité d'associé est reconnue au conjoint commun en biens pour la moitié des parts souscrites ou acquises au moyen de fonds communs s'il notifie à la Société son intention d'être personnellement associé.

Si la notification a été effectuée lors de l'apport ou de l'acquisition, l'agrément donné par les associés vaut pour les deux époux. Si le conjoint exerce son droit de revendication postérieurement à la réalisation de la souscription ou de l'acquisition, il sera soumis à l'agrément de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales. L'époux associé sera alors exclu du vote et ses parts ne seront pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

La décision des associés doit être notifiée au conjoint dans les deux mois de sa demande; à défaut, l'agrément est réputé acquis. En cas de refus d'agrément régulièrement notifié, l'époux

associé le reste pour la totalité des parts de la communauté. Les notifications susvisées sont faites par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

La transmission des parts sociales par voie de succession ou de liquidation de communauté est soumise à l'agrément de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, sauf pour les héritiers déjà associés, en cas de transmission pour cause de mort, et pour les conjoints déjà associés, en cas de liquidation de communauté.

Pour l'exercice de leurs droits d'associés, les héritiers ou ayants droit, qu'ils soient ou non soumis à agrément, doivent justifier de leur identité et de leur qualité héréditaire auprès de la gérance qui peut toujours exiger la production d'expéditions ou d'extraits de tous actes notariés établissant cette qualité.

ARTICLE 15 - DECES, INTERDICTION, FAILLITE D'UN ASSOCIE - ASSOCIE UNIQUE

La Société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction de gérer, la liquidation judiciaire ou la faillite personnelle d'un associé.

En cas de réunion dans une seule main de toutes les parts d'une société à responsabilité limitée, les dispositions de l'article 1844-5 du Code civil relatives à la dissolution judiciaire ne sont pas applicables.

ARTICLE 16 - GERANCE

La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, associés ou non, choisis par les associés représentant plus de la moitié des parts sociales, avec ou sans limitation de la durée de leur mandat.

Monsieur Stéphane CONIGLIO; né le 21/10/1977 à Marignane, de nationalité française, demeurant 7 Impasse du Romarin 2 13340 Rognac, est nommé gérant pour une durée indéterminée.

Sa rémunération sera fixée par la plus prochaine assemblée. Il sera remboursé, sur justificatifs, de ses frais de déplacements et de représentation.

Il déclare qu'aucune prescription, aucune mesure ou décision quelconque ne flat obstacle à l'exercice de son mandat.

Les gérants peuvent recevoir une rémunération, qui est fixée et peut être modifiée par une décision ordinaire des associés.

Tout gérant a, par ailleurs, droit au remboursement de ses frais de déplacement et de représentation engagés dans l'intérêt de la Société, sur présentation de toutes pièces justificatives.

Dans les rapports avec les tiers, les pouvoirs du ou des gérants sont les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société, sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux associés.

La Société est engagée même par les actes du gérant qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

Le ou les gérants sont révocables par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Ils sont responsables, individuellement ou solidairement selon les cas, envers la Société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions législatives ou réglementaires applicables aux sociétés à responsabilité limitée, soit des violations des statuts, soit des fautes commises dans leur gestion.

Si plusieurs gérants ont coopère aux mêmes faits, le tribunal détermine la part contributive de chacun d'eux dans la réparation du dommage.

Aucune décision de l'Assemblée ne peut avoir pour effet d'éteindre une action en responsabilité contre les gérants pour fautes commises dans l'accomplissement de leur mandat.

ARTICLE 18 - CONVENTIONS ENTRE UN GERANT OU UN ASSOCIE ET LA SOCIETE

La gérance ou, s'il en existe un, le Commissaire aux Comptes présente à l'Assemblée ou joint aux documents communiqués aux associés en cas de consultation écrite, un rapport sur les conventions intervenues entre la Société et l'un de ses gérants ou associés.

L'Assemblée statue sur ce rapport qui doit contenir les mentions suivantes:

- l'énumération des conventions soumises à l'approbation de l'assemblée des associés;
- le nom des gérants ou associés intéressés;
- la nature et l'objet desdites conventions;
- les modalités essentielles de ces conventions, notamment l'indication des prix ou tarifs pratiqués, des ristournes et commissions consenties, des délais de paiement accordés, des intérêts stipulés, des sûretés conférées et, le cas échéant, toutes autres indications permettant aux associés d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion des conventions analysées;
- l'importance des fournitures livrées ou des prestations de services fournies, ainsi que le montant des sommes versées ou reçues au cours du dernier exercice.

Le gérant ou l'associé intéressé ne peut pas prendre part au vote et ses parts ne sont pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

Toutefois, s'il n'existe pas de Commissaire aux Comptes, les conventions conclues par un gérant non associé sont soumises à l'approbation préalable de l'Assemblée.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour le gérant, et s'il y a lieu, pour l'associé contractant, de supporter individuellement ou solidairement, selon les cas, les conséquences du contrat préjudiciables à la Société.

Ces dispositions s'étendent aux conventions passées avec une société dont un associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général, membre du directoire ou du conseil de surveillance, est simultanément gérant ou associé de la société à responsabilité limitée.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

A peine de nullité du contrat, il est interdit aux gérants ou associés autres que les personnes morales de contracter sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la Société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avalliser par elle leurs engagements envers les tiers. Cette interdiction s'applique aux conjoint, ascendants et descendants des gérants ou associés ainsi qu'à toute personne interposée et aux représentants légaux des personnes morales associées.

ARTICLE 19 - DECISIONS COLLECTIVES

En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives sont prises, au choix de la gérance, en assemblée ou par consultation écrite des associés. Elles peuvent aussi résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte.

Toutefois, la réunion d'une assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation annuelle des comptes ou sur demande d'un ou plusieurs associés détenant la moitié des parts sociales ou détenant, s'ils représentent au moins le quart des associés, le quart des parts sociales.

Les associés sont convoqués aux assemblées par la gérance, ou à défaut, par le Commissaire aux Comptes, s'il en existe un, ou encore à défaut, par un mandataire désigné en justice à la demande de tout associé. Un ou plusieurs associés, détenant la moitié des parts sociales ou

détenant, s'ils représentent au moins le quart des associés, le quart des parts sociales, peuvent demander la réunion d'une assemblée.

La convocation est faite par lettre recommandée adressée aux associés quinze jours au moins avant la date de réunion. Elle contient l'ordre du jour de l'assemblée arrêté par l'auteur de la convocation. Toute assemblée irrégulièrement convoquée peut être annulée. Toutefois, l'action en nullité n'est pas recevable lorsque tous les associés étaient présents ou représentés.

L'assemblée des associés se réunit au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation. Elle est présidée par le gérant ou l'un des gérants ou, si aucun d'eux n'est associé, par l'associé présent et acceptant qui possède ou représente le plus grand nombre de parts sociales. Si deux associés possédant ou représentant le même nombre de parts sont acceptants, la présidence de l'assemblée est assurée par le plus âgé.

Toute délibération de l'assemblée des associés est constatée par un procès-verbal contenant les mentions réglementaires, établi et signé par le ou les gérants, et le cas échéant, par le président de séance.

En cas de consultation écrite, la gérance adresse à chaque associé, par lettre recommandée, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés. Les associés disposent d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception du projet de résolutions pour transmettre leur vote à la gérance par lettre recommandée. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts qu'il possède. Un associé peut se faire représenter par son conjoint à moins que la Société ne comprenne que les deux époux. Sauf si les associés sont au nombre de deux, un associé peut se faire représenter par un autre associé.

Les procès-verbaux sont établis sur un registre coté et paraphé ou sur des feuilles mobiles également cotées et paraphées, dans les conditions réglementaires.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des assemblées sont valablement certifiées conformes par un seul gérant.

ARTICLE 20 - DECISIONS COLLECTIVES ORDINAIRES

Sont qualifiées d'ordinaires, les décisions des associés ne concernant ni les modifications statutaires ni l'agrément de cession ou mutations de parts sociales, droits de souscription ou d'attribution.

Dans les six mois de la clôture de chaque exercice, les associés sont réunis en assemblée pour statuer sur les comptes dudit exercice et l'affectation des résultats.

Les décisions ordinaires sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue, les décisions sont prises, sur seconde consultation, à la majorité des voix émis, quel que soit le nombre des votants.

Toutefois, les décisions relatives à la nomination ou à la révocation d'un gérant sont toujours prises à la majorité absolue des parts sociales, sans que la question puisse faire l'objet d'une seconde consultation à la majorité simple des votes émis.

ARTICLE 21 - DECISIONS COLLECTIVES EXTRAORDINAIRES

Sont qualifiées d'extraordinaires les décisions ayant pour objet de modifier les statuts ou d'agréer les cessions ou mutations de parts sociales, droits de souscription ou d'attribution.

Les décisions extraordinaires ne sont valablement prises que si elles ont été adoptées:

- à l'unanimité, en cas de changement de nationalité de la Société, d'augmentation des engagements d'un associé ou de transformation de la Société en société en nom collectif, en commandite simple, en commandite par actions ou en société civile.

- à la majorité en nombre des associés, représentant au moins les trois quarts des parts sociales, en cas d'agrément de nouveaux associés ou d'autorisation de nantissement des parts.

- par des associés représentant au moins les trois quarts des parts pour toutes les autres décisions extraordinaires.

ARTICLE 22 - DROIT DE COMMUNICATION. D'INFORMATION ET DE CONTROLE DES ASSOCIES

Tout associé dispose d'un droit de communication permanent dont l'étendue et les modalités d'exercice sont déterminées par les dispositions réglementaires en vigueur.

Avant toute assemblée ou consultation écrite, les associés ont le droit d'obtenir communication de documents et d'informations qui leur sont adressés ou qui sont mis à leur disposition dans les conditions fixées par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Tout associé non gérant peut, deux fois par an, poser par écrit des questions à la gérance sur tout fait de nature à compromettre la continuité de l'exploitation. La réponse écrite de la gérance doit intervenir dans le délai d'un mois et est communiquée au Commissaire aux Comptes, s'il en existe un.

Un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital social peuvent, soit individuellement, soit en se groupant sous quelque forme que ce soit, demander en justice la désignation d'un ou plusieurs experts chargés de présenter un rapport sur une ou plusieurs opérations de gestion. Les conditions de sa nomination et de l'exercice de sa mission sont prévues par la loi et les règlements.

ARTICLE 23 - EXERCICE SOCIAL - COMPTES SOCIAUX

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le 01 Janvier et se termine le 31 Décembre.

Par exception, le premier exercice commencera le jour de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés et se terminera le 31 Décembre 2001.

A la clôture de chaque exercice, la gérance dresse un inventaire de l'actif et du passif de la Société, ainsi que des comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe).

Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis par la Société est annexé à la suite du bilan, ainsi qu'un état des sûretés consenties par elle.

La gérance établit un rapport de gestion sur la situation de la Société et son activité au cours de l'exercice écoulé, les résultats de cette activité, les progrès réalisés et les difficultés rencontrées, l'évolution prévisible de cette situation, et les perspectives d'avenir, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle le rapport est établi, enfin les activités en matière de recherche et de développement.

Les comptes annuels sont établis après chaque exercice selon les mêmes formes et les mêmes méthodes d'évaluation que les années précédentes, sauf si un changement exceptionnel est intervenu dans la situation de la Société.

La gérance procède, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice aux provisions et amortissements nécessaires.

Si à la clôture de l'exercice, la Société répond à l'un des critères définis par décret, la gérance est tenue d'établir une situation de l'actif réalisable et disponible, valeurs d'exploitation exclues, et du passif exigible, un compte de résultat prévisionnel, un tableau de financement en même temps que le bilan annuel et un plan de financement prévisionnel, dans les conditions et selon la périodicité prévues par la loi et le décret.

Les comptes annuels, le rapport de gestion et le texte des résolutions proposées sont mis à la disposition du Commissaire aux Comptes un mois au moins avant la convocation de l'assemblée. Ces mêmes documents, et le cas échéant, le rapport du Commissaire aux Comptes, sont adressés aux associés quinze jours au moins avant la date de l'assemblée appelée à statuer sur les comptes.

FV
JU S.C
AV

ARTICLE 24 - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Le bénéfice (ou la perte) de l'exercice apparaît dans le compte de résultat par différence entre les produits et les charges de l'exercice et après déduction des amortissements et provisions.

Sur ce bénéfice, diminué éventuellement des pertes antérieures, sont prélevées les sommes à porter en réserve en application de la loi, et en particulier à peine de nullité de toute délibération contraire, une somme correspondant à un vingtième pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

L'Assemblée Générale peut décider la distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements ont été effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Après approbation des comptes et constatation de l'existence de sommes distribuables, l'Assemblée Générale détermine la part attribuée aux associés sous forme de dividendes. La part de chaque associé est proportionnelle à sa quotité dans le capital social.

Les modalités de mise en paiement des dividendes votés par l'Assemblée Générale sont fixées par elle ou, à défaut, par la gérance.

Le paiement des dividendes doit avoir lieu dans un délai maximum de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par décision de justice.

Aucune distribution ne peut être faite lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ne permet pas de distribuer.

L'Assemblée Générale peut également décider d'affecter les sommes distribuables aux réserves et au report à nouveau, en totalité ou en partie.

ARTICLE 25 - PROROGATION

Un an au moins avant la date d'expiration de la Société, la gérance doit provoquer une réunion de la collectivité des associés à l'effet de décider, dans les conditions requises pour les décisions collectives extraordinaires, si la Société doit être prorogée.

ARTICLE 26 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, la gérance doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, consulter les associés afin de décider, s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum dans les sociétés à responsabilité limitée et, dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si dans ce délai les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision de l'Assemblée Générale doit être publiée dans les conditions légales et réglementaires.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si l'Assemblée n'a pu délibérer valablement.

ARTICLE 27 - TRANSFORMATION DE LA SOCIETE

La transformation de la Société en une société d'une autre forme peut être décidée par les associés statuant aux conditions de majorité prévues pour la modification des statuts. Toutefois la transformation de la Société en société en nom collectif, en commandite simple, en commandite par actions, en société par actions simplifiée ou en société civile exige l'accord unanime des associés.

La transformation en société anonyme est décidée à la majorité requise pour la modification des statuts. Toutefois, elle peut être décidée par des associés représentant la majorité des parts sociales si les capitaux propres figurant au dernier bilan excèdent cinq millions de francs.

La décision de transformation en société anonyme ou en société par actions simplifiée est précédée du rapport d'un Commissaire aux Comptes inscrit sur la situation de la Société, et du rapport d'un ou plusieurs Commissaires à la transformation désignés, sauf accord unanime des associés, par décision de justice et chargés d'apprécier sous leur responsabilité la valeur des biens composant l'actif social et les avantages particuliers. Le ou les Commissaires à la transformation peuvent être chargés de l'établissement du rapport sur la situation de la Société. Dans ce cas, il n'est rédigé qu'un seul rapport. Le Commissaire aux Comptes de la Société peut être nommé Commissaire à la transformation.

Les associés statuent sur l'évaluation des biens composant l'actif social et l'octroi des avantages particuliers ; ils ne peuvent les réduire qu'à l'unanimité. A défaut d'approbation expresse des associés mentionnée au procès-verbal, la transformation est nulle.

ARTICLE 28 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

La Société est dissoute à l'arrivée du terme (à défaut de prorogation), en cas de réalisation ou d'extinction de son objet, par décision judiciaire pour justes motifs.

La dissolution anticipée peut être décidée à tout moment par des associés représentant les trois quarts des parts sociales.

La Société est en liquidation dès l'instant de sa dissolution pour quelque cause que ce soit.

La personnalité morale de la Société subsiste, pour les besoins de la liquidation, jusqu'à la clôture de celle-ci. La dissolution de la Société ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter de la date à laquelle elle est publiée au Registre du commerce et des sociétés. La mention "société en liquidation", ainsi que le nom du ou -des liquidateurs doivent figurer sur tous les actes et documents émanant de la Société.

Les fonctions de la gérance prennent fin par la dissolution de la Société. La collectivité des associés conserve ses pouvoirs et règle le mode de liquidation ; elle nomme un ou plusieurs liquidateurs, choisis parmi ou en dehors des associés, et détermine leurs pouvoirs. La liquidation est effectuée conformément à la loi.

Après remboursement du montant des parts sociales, le boni de liquidation est réparti entre les associés, au prorata du nombre de parts appartenant à chacun d'eux.

En cas de réunion de toutes les parts en une seule main, la dissolution pouvant, le cas échéant, en résulter entraîné la transmission universelle du patrimoine, sans qu'il y ait lieu à liquidation.

ARTICLE 29 - CONTESTATIONS

En cas de pluralité d'associés, toutes les contestations qui pourraient surgir pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation entre les associés ou entre la Société et les associés, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des présents statuts, seront soumises aux tribunaux compétents.

ARTICLE 30 - PUBLICITE - POUVOIRS

La Société ne jouira de la personnalité morale qu'à compter du jour de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés.

JV S.e AV